



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Octobre 2006

Volume 5, Numéro 8

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

**Ted Turner fait la promotion des biocarburants au Forum de l'OMC et exhorte les gouvernements à combattre un round de plus' pour Doha \_\_\_\_\_ 1**

**Début de dégel dans le Cycle de Doha ? \_\_\_\_\_ 3**

### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 6

**Après un premier blocage par les Etats-Unis, l'ORD établit, sur demande du Brésil, un Groupe Spécial de mise en conformité dans l'affaire sur le coton. \_\_\_\_\_ 6**

**Dans l'incapacité de sortir le Cycle de Doha de l'impasse, le Groupe de Cairns appelle à la reprise des négociations \_\_\_\_\_ 9**

### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 11

**La Banque mondiale, le FMI et les ministres des finances appellent à une relance des discussions du Cycle de Doha \_\_\_\_\_ 11**

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 12

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 12

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

### LIGNE DE FOND

**Ted Turner fait la promotion des biocarburants au Forum de l'OMC et exhorte les gouvernements à 'combattre un round de plus' pour Doha.**

Ted Turner, le magnat américain des médias devenu philanthrope, a lancé un appel vibrant en faveur de la relance des discussions commerciales gelées du Cycle de Doha, lors du forum public de l'OMC, le 25 septembre, à Genève. Il a déclaré devant un parterre de responsables du commerce, de représentants des organisations de la société civile, d'universitaires et de membres du secteur privé, que le renforcement du soutien aux biocarburants offrait un moyen de sortir du blocage sur les subventions agricoles - et de réduire également la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Le forum public annuel de l'OMC est le cadre d'une série de discussions et de séminaires sur une large gamme de sujets ayant trait au système commercial multilatéral, organisées essentiellement par des organisations non gouvernementales (ONG), des groupes du secteur privé, des institutions intergouvernementales et l'OMC elle-même. Les 1.000 et quelques participants à cette conférence de deux jours ont concentré leur attention sur le thème suivant : " Quelle OMC pour le 21ème siècle ? "

Turner, fondateur de la chaîne internationale d'informations télévisées CNN, a pris la parole lors de la session d'ouverture, en sa qualité de Président de la Fondation des Nations Unies, qu'il a créée et dotée d'un fonds d'un milliard de dollars US pour

appuyer les Nation Unies et les causes qu'elle défend. Déclarant que l'abandon des discussions commerciales multilatérales par les gouvernements serait une " catastrophe ", il a appelé les pays à penser aux gains à long terme pour l'économie mondiale, plutôt qu'aux maux à court terme, afin de mobiliser la volonté de relancer les discussions du Cycle de Doha et de les mener à bien.

" Si nous renonçons à Doha, nous renonçons à la lutte contre la pauvreté, " a déclaré Turner. Il a demandé aux gouvernements de ne pas baisser les bras en ce qui concerne les négociations et - utilisant une métaphore de la boxe - " de combattre un round de plus, ce Round de Doha. "

### **Turner suggère les biocarburants comme moyen de régler le casse-tête des subventions**

Imputant le besoin de subventions des pays riches à la surproduction, Turner a déclaré que les biocarburants - des carburants produits à partir de matières végétales - offraient la promesse d'une hausse considérable de la demande mondiale de produits agricoles. Selon Turner, ceci, en retour, donnerait " aux pays développés l'opportunité de sortir du blocage sur les subventions agricoles en incitant les agriculteurs à cultiver des plantes pour la production de biocarburants. "

Au lieu d'avoir à commettre un suicide électoral en privant les agriculteurs de subventions, les politiciens des pays riches pourraient simplement les payer pour des récoltes qui pourraient être converties en biocarburants. Si les gouvernements de l'OMC adoptent des politiques visant à encourager la production et l'utilisation de biocarburants, a ajouté Turner, la demande de récoltes pour la production de biocarburants serait si forte que les subventions pour les appuyer " n'évinceront pas les concurrents étrangers et ne perturberont pas les prix payés à l'extérieur. "

Turner a pointé le Brésil, qui a économisé 50 milliards de dollars US en importations de pétrole en ayant recours à l'éthanol produit à partir du sucre, ainsi que d'autres exemples de récoltes telles que la palme, le soja, le colza et le jatropha, qui ont

été utilisés pour produire des biocarburants. " Quarante pour cent de l'énergie consommée par la ville bolivienne de Riberalta provient d'une centrale alimentée par des coquilles de noix du Brésil, " a-t-il déclaré.

Turner a souligné que les biocarburants étaient renouvelables, " pouvaient réduire de manière spectaculaire les émissions de gaz à effet de serre " et pourraient aider les pays pauvres à générer des emplois, à réduire la pauvreté et à diminuer leur dépendance vis-à-vis d'importations coûteuses de pétrole.

Turner a proposé que " les pays développés conviennent d'éliminer les droits tarifaires et de réduire les subventions qu'ils octroient pour les cultures vivrières et les cultures de fibres, pour les remplacer par un soutien aux biocarburants ", pendant une période transitoire de 5 à 10 ans.

### **D'autres participants introduisent une note de prudence**

D'autres participants ont toutefois averti que même si les biocarburants avaient un potentiel considérable, il fallait rester réaliste dans les attentes en ce qui concerne ce produit.

Le Président d'Unilever, Antony Burgmans, qui a pris la parole lors de la session, à la suite de Turner, a averti qu'un accroissement de la demande à la fois de biocarburants et de produits alimentaires de la part de la population mondiale exercerait des pressions extraordinaires sur les terres et sur la biodiversité, en faisant planer le spectre de la déforestation des forêts tropicales du Brésil et de Bornéo. Il a exhorté le public à être prudent en ce qui concerne des biocarburants 'à faible densité' tels que l'huile de colza, qui nécessite plusieurs intrants chimiques et qui ont des rendements énergétiques relativement faibles, bien que les biocarburants plus récents offrent beaucoup plus de possibilités. Burgmans a ajouté qu'un recours plus large à la technologie existante pour le rendement des combustibles conventionnels pourrait permettre des économies

considérables en termes d'émissions de gaz à effet de serre.

Ronald Steenblik, Directeur de recherche de Global Subsidies Initiative, basée à Genève, a également averti qu'il ne fallait pas voir dans les biocarburants une " solution magique " pour les discussions commerciales ainsi que pour la pauvreté et l'environnement. Il a noté, lors d'une interview, que les négociations bloquées sur l'agriculture portaient sur beaucoup plus que les récoltes pour la production de biocarburants et que certaines des subventions les plus politiquement litigieuses - au riz, au coton et aux produits laitiers - allaient à des récoltes qui n'étaient même pas utilisées pour produire des biocarburants. Il a également contesté l'hypothèse apparente avancée par Turner selon laquelle les récoltes pour la production de biocarburants seraient cultivées et consommées localement (souvent avec l'aide de subventions), au lieu d'être librement produites et commercialisées. " En orientant les subventions vers les biocarburants, on ne tient pas compte du fait que les biocarburants eux-mêmes peuvent être commercialisés, " a-t-il déclaré, ajoutant qu'il y avait peu d'éléments de preuves montrant que la hausse des prix pourrait dispenser de l'octroi de subventions.

Steenblik a en outre déclaré que la hausse de la demande globale de produits agricoles affecterait inévitablement l'utilisation des terres et de l'eau. Des hausses considérables des prix des produits agricoles seraient susceptibles d'avoir un impact négatif sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Les décideurs devraient garder à l'esprit les conditions locales spécifiques lorsqu'ils discutent des moyens efficaces de remplacer les émissions de gaz à effet de serre, a-t-il souligné. " Il semble y avoir quelque chose de politiquement correct en ce qui concerne les biocarburants, au point qu'il ne peuvent être contestés. "

Certaines opportunités existent réellement pour la prise en compte des biocarburants dans le cadre actuel des discussions du Cycle de Doha, a déclaré Steenblik. Par exemple, des abaissements tarifaires

accélérés avaient été proposés pour le biodiesel, comme 'bien environnemental'. Steenblik a toutefois observé que les droits tarifaires sur le biodiesel étaient déjà assez faibles. L'éthanol, par contre, est toujours soumis à des droits tarifaires élevés dans de nombreux pays, notamment un droit de 54 cents par gallon aux États-Unis - mais est actuellement ciblé par l'Accord sur l'agriculture et n'est donc pas éligible pour les négociations sur les biens environnementaux. Il a noté que les pays pouvaient néanmoins décider de faire une nouvelle exception pour l'éthanol, ou simplement de libéraliser son commerce de manière unilatérale.

Certains experts du commerce ont proposé de placer les subventions aux récoltes pour la production de biocarburants dans la 'catégorie verte', dans les négociations sur l'agriculture, ce qui les exempterait des abaissements pour les paiements qui ont manifestement des effets de distorsion de la production et des échanges. Lors d'une manifestation sur l'énergie, parrainée par la Fondation des Nations Unies, durant le forum public de l'OMC, l'an passé, Ira Shapiro, ancienne Conseillère juridique au Bureau de la Représentante américaine du commerce extérieur, a également suggéré une réforme des disciplines multilatérales sur les subventions, pour protéger de manière explicite la capacité des gouvernements à encourager le développement de sources énergétiques alternatives.

---

### Début de dégel dans le Cycle de Doha ?

Six semaines après leur suspension pour une durée indéterminée, en raison de fortes divergences sur les abaissements des droits tarifaires et des subventions, les négociations commerciales mondiales du Cycle de Doha restent gelées. Depuis la rupture des discussions, fin juillet, les ministres du commerce et les Chefs d'État à travers le monde ont insisté sur leur attachement à faire redémarrer les discussions. Il y a eu cependant peu de débats en termes de nouvelles concessions spécifiques qui pourraient stimuler la reprise des négociations.

Les ministres et les hauts responsables des pays Membres de l'OMC, notamment le G-20 des pays

en développement, les États-Unis, l'UE, le Japon et les quatre pays d'Afrique de l'ouest producteurs de coton se sont néanmoins engagés à œuvrer à la réouverture des négociations bloquées, lors d'une réunion tenue les 9 et 10 septembre, à Rio de Janeiro. La réunion, qui coïncidait avec un sommet ministériel du G-20, était la première grande rencontre à ce niveau, depuis juillet.

A la suite des discussions, l'Agence France Presse a fait état d'une déclaration du Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, selon laquelle les Membres avaient convenu que les négociations devaient repartir de là où elles avaient été interrompues en juillet, en se concentrant sur l'agriculture, le domaine où " l'accident était survenu ". Toutefois, a averti Lamy, avant qu'une reprise des négociations ne soit possible, il fallait " plusieurs semaines de travail préparatoire discret " sur les questions techniques, en particulier sur la question épineuse de savoir dans quelle mesure les pays en développement auront la possibilité de soustraire certains produits agricoles à des abaissements tarifaires.

Celso Amorim, Ministre des Affaires Etrangères du Brésil est également d'avis que " le Cycle est vivant ". " Nous avons sorti le patient du service des soins intensifs, et il est à présent transféré à l'infirmerie " a-t-il ajouté, reprenant la boutade du Ministre indien du Commerce, Kamal Nath, qui déclarait que les discussions suspendues se trouvaient entre les soins intensifs et le crématorium. " Personne d'entre nous ne souhaite l'échec du Cycle " a souligné Amorim. Il avait vu, disait-il, " des signes de flexibilité " de la part des autres pays, durant les discussions. De retour à Tokyo, le Ministre japonais de l'Agriculture, de la foresterie et des pêcheries, Shoichi Nakagawa, a déclaré aux journalistes : " Il devrait y avoir certains signes indiquant la fin de la suspension en octobre. "

Un communiqué de presse du 9 septembre émanant du G-20 et de représentant de plusieurs autres groupes de pays en développement majeurs, notamment le G-33, le Groupe ACP, les petites économies vulnérables et l'AMNA-11, a

instamment invité Lamy " à intensifier le processus des consultations avec les pays Membres de manière transparente et sans exclusion, afin de créer les conditions nécessaires à la reprise rapide des négociations, pour arriver à un accord ... ambitieux, équilibré et favorable au développement. "

### **Les ministres perçoivent une fenêtre d'opportunité pour les discussions**

Les discussions ont été suspendues le 24 juillet, les ministres de l'UE, des États-Unis, de l'Australie, du Brésil, de l'Inde et du Japon (ce que l'on appelle le G-6) n'ayant pas réussi, une fois de plus, à arriver à un accord sur des 'modalités' l'agriculture et les biens industriels - des formules et des chiffres pour les abaissements des droits tarifaires et des subventions, ainsi que sur des exceptions à ces abaissements - essentiellement en raison de divergences sur le commerce des produits agricoles. Lamy avait déclaré, à cette période, qu'une pause était nécessaire pour donner aux Membres le temps de voir s'ils étaient disposés à faire les concessions nécessaires pour arriver à un accord.

De nombreux Membres, notamment l'UE, le Brésil et l'Inde, ont imputé le fiasco à la réticence des États-Unis à offrir des abaissements plus profonds de leurs subventions agricoles ; ce que Washington rejette avec force, en déclarant ne pas être allé plus loin parce que l'UE et certains pays en développement n'étaient pas disposés à ouvrir suffisamment leurs marchés aux importations de produits agricoles.

Les gouvernements devaient convenir des modalités avant fin juillet, afin de se donner suffisamment de temps pour les traduire en un ensemble d'accords juridiques du Cycle de Doha, avant l'expiration, mi 2007, du mandat conféré par le Congrès à l'administration Bush pour la négociation d'accords commerciaux. Sans cette 'autorité en matière de promotion du commerce', l'administration n'est pas en mesure de soumettre des accords commerciaux au Congrès pour un vote pour ou contre, sans possibilité d'amendements

majeurs - et cesse donc d'être un négociateur crédible.

Aucune nouvelle concession n'a été annoncée depuis lors, chacun des blocs majeurs soutenant que c'était aux autres d'agir. Néanmoins, des personnalités clés dans les discussions ont laissé entendre qu'il y avait une fenêtre d'opportunité pour la relance des discussions au cours des prochains mois.

Fin juillet, la représentante américaine au commerce extérieur, Susan Schwab, a déclaré espérer toujours qu'un accord cadre serait prêt d'ici début 2007, qu'elle pourrait utiliser pour tenter de persuader le Congrès de proroger l'autorité en matière de promotion du commerce de l'administration Bush au-delà de fin juin 2007. Elle a toutefois laissé entendre qu'en l'absence de progrès d'ici là, les discussions pourraient traîner en longueur pendant " près de deux ans. " A la suite de la réunion de Rio, elle a déclaré que les États-Unis restaient attachés à la conclusion fructueuse des discussions.

Lamy a déclaré, à Rio, que les Membres devraient savoir d'ici mi mars 2007 si un accord était possible ou non, mais n'a toutefois pas lié ceci au calendrier politique des États-Unis.

Le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a déclaré, le 11 septembre, que la tenue d'une réunion de niveau ministériel pour faire redémarrer les négociations serait possible à la fin de cette année ou début 2007, mais seulement après les élections de novembre au Congrès américain, à mi-parcours du mandat présidentiel. Il a toutefois ajouté n'avoir rien entendu de nouveau qui pourrait aider à sortir les discussions de l'impasse.

L'administration Bush hésite peut-être à faire des concessions sur les subventions agricoles avant les prochaines élections très disputées au Congrès. Sandra Polaski, spécialiste du commerce à la Carnegie Endowment for International Peace, a récemment écrit que les Républicains seraient susceptibles de proroger l'autorité en matière de

promotion du commerce de l'administration Bush s'ils gardent le contrôle des deux chambres du Congrès. Les effets d'une victoire des Démocrates seraient plus difficiles à prévoir, a-t-elle ajouté, bien qu'elle ait souligné que des Congrès démocrates avaient dans le passé accordé une autorité de négociation à des présidents républicains.

Un attaché français de l'agriculture a toutefois fait la une de la presse internationale, en août, en déclarant que 2009 serait " vraiment un bon moment " pour la reprise des négociations, car de nouveaux présidents seront en place tant à Washington qu'à Paris. Il a de plus ajouté que les agriculteurs européens se seront davantage habitués aux réformes en cours de leur Politique agricole commune et que leurs homologues américains seront couverts par une nouvelle farm bill.

Néanmoins, l'on a enregistré, au cours des dernières semaines, des manifestations de soutien à une reprise rapide des négociations, de la part de plusieurs autres pays et blocs commerciaux, notamment L'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) et l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation).

Lors d'une visite en Chine, début septembre, Lamy a demandé à la Chine de jouer un plus grand rôle dans les négociations. Le géant économique en plein essor a jusqu'ici joué un rôle actif mais discret dans les discussions, en laissant des pays tels que le Brésil et l'Inde occuper le devant de la scène, au nom du G-20. Les États-Unis et l'UE ont tous deux instamment invité la Chine et les pays de l'ASEAN à apporter une plus grande contribution aux négociations.

Les responsables chinois soutiennent toutefois que les pays développés doivent " ouvrir la voie, en faisant des concessions substantielles afin de créer les conditions pour la reprise rapide des négociations. " Le G-20 et d'autres groupes de pays en développement ont fait la même remarque dans leur communiqué du 9 septembre. Lors d'une conférence de presse tenue ce jour-là, le Ministre

brésilien, Amorim, a attiré l'attention sur le fait que l'importance que revêtaient les négociations commerciales allait bien au-delà des échanges commerciaux. " Ce ne sont pas les ventes de viande et d'éthanol ... qui sont en jeu, " a-t-il déclaré. " Ce qui est en jeu, c'est l'ordre international. Tout le monde doit en être conscient."

## NOUVELLES DE L'OMC

Après un premier blocage par les États-Unis, l'ORD établit, sur demande du Brésil, un Groupe Spécial de mise en conformité dans l'affaire sur le coton.

Le Brésil a, le 1er septembre, formellement demandé l'établissement d'un groupe spécial de l'OMC chargé d'examiner si les États-Unis avaient respecté une série de décisions dénonçant leurs programmes de subventions au coton. Les États-Unis ont bloqué l'établissement d'un groupe spécial lors de la réunion de l'Organe de règlement des différends (ORD). Les règles de l'OMC leur interdisent toutefois de le faire de nouveau, si le Brésil réitérait sa demande.

C'est ainsi que lors de sa seconde introduction, l'ORD a décidé de la mise en place d'un Groupe Spécial de mise en conformité en date du 28 septembre. Un certain nombre de pays ont décidé de se constituer tierces parties. Ce sont l'Argentine, l'Australie, la Chine, l'Inde, le Japon, la Nouvelle Zélande, et les Communautés européennes. Les pays africains, pour leur part, continuent de mener des consultations pour se déterminer sur la question de savoir si une " plainte autonome " sur la même question serait pertinente.

Pour rappel, en mars 2005, l'ORD avait confirmé que certains des programmes de subventions au coton et de crédit à l'exportation mis en œuvre par les États-Unis contrevenaient aux engagements contractés à l'OMC par ce pays et faussaient suffisamment les prix mondiaux du coton pour

causer un 'préjudice grave' aux intérêts commerciaux du Brésil. L'ORD avait fixé deux dates limites -1er juillet et 21 septembre 2005 - pour que Washington corrige les diverses mesures mises en cause.

Peu après l'expiration de ces deux délais, le Brésil a formellement demandé aux Membres de l'OMC l'autorisation d'imposer des droits tarifaires à titre de rétorsion contre les exportations américaines, d'un montant de 3 milliards de dollars US pour un ensemble de subventions et d'un milliard de dollars US pour l'autre. Les États-Unis et le Brésil sont toutefois arrivés à des accords de procédure pour suspendre les deux demandes de mesures de rétorsion, Washington ayant promis de procéder à la mise en œuvre des réformes requises.

Les États-Unis affirment à présent avec insistance qu'ils se sont conformés aux décisions de l'ORD, ce que le Brésil réfute. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, en date du 21 août (WT/DS267/30), le Brésil a invoqué les dispositions de l'OMC relatives au règlement des différends qui traitent d'un désaccord sur la mise en conformité et a demandé que les deux ensembles de subventions soient soit renvoyés au groupe spécial initial, soit portés devant un nouveau groupe spécial.

Lors de la première réunion du 1er septembre, la délégation brésilienne a déclaré que " concernant certaines des recommandations et des décisions de l'ORD, les États-Unis n'ont adopté aucune mesure de mise en œuvre et que les mesures de mise en œuvre qu'ils ont adoptées étaient très loin de la mise en conformité escomptée".

Les États-Unis ont qualifié " d'inutile et sans fondement " la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, en insistant qu'ils avaient " pleinement mis en œuvre " les décisions de l'ORD. Ils ont pointé l'annulation de centaines de millions de dollars de versements au titre du programme de subventions 'Step 2', qui avaient été jugés prohibés. Il avait été constaté que ces subventions, accordées à des fabriques et à des exportateurs américains pour l'achat de coton



produit localement et plus cher, faisaient chuter les prix mondiaux, au détriment du Brésil.

Dans leur déclaration, les États-Unis ont ajouté qu'ils avaient restreint leurs régimes de garantie des crédits à l'exportation, en faisant en sorte que ceux qui n'avaient pas été éliminés reflètent davantage leurs frais et de leurs pertes d'exploitation à long terme - afin de réduire ainsi leurs effets équivalent de subventions illicites.

La demande d'établissement de groupe spécial de mise en conformité présentée par le Brésil qualifiait l'élimination du programme Step 2 de " seule mesure prise par les États-Unis pour se mettre en conformité ", et notait qu'elle n'entraîne en vigueur que le 1er août 2006, plus de 10 mois après la date limite de septembre 2005. Le Brésil a qualifié les réformes apportées au système de garantie des crédits à l'exportation d'inadéquates, en ajoutant que les États-Unis n'avaient suffisamment modifié leurs programmes de prêts à la commercialisation et de versements contracycliques pour empêcher qu'ils ne causent des préjudices graves aux producteurs brésiliens. Les paiements contracycliques, qui augmentent en cas de baisse des prix sur les marchés mondiaux 'peuvent donner lieu à des actions' - c'est-à-dire qu'ils peuvent être contestés à l'OMC. Dans les négociations sur l'agriculture du Cycle de Doha, à présent suspendues, les États-Unis avaient espéré classer ces versements dans une 'catégorie bleue' qui fait l'objet de réductions relativement plus faibles que celles auxquelles sont soumises les subventions ayant le plus d'effets de distorsion des échanges.

L'organisation caritative Oxfam International déclare que les réformes américaines n'ont affecté qu'une faible portion des subventions au coton américaines et cible particulièrement les paiements contracycliques, restés intacts, dans ses critiques. Soutenant que les subventions américaines au coton s'élevaient, en 2005, à 5 milliards de dollars US, pour une récolte d'une valeur inférieure à 4 milliards de dollars, Oxfam a appelé le Congrès à procéder aux réformes nécessaires pour une mise en conformité avec les règles commerciales

internationales. Selon Oxfam, les pays en développement pourraient obtenir gain de cause, dans des différends à l'OMC contre de nombreux programmes américains de subventions aux produits agricoles.

" Je ne pense pas que les négociations sur le coton à l'OMC aient jamais été une alternative sérieuse au règlement des différends ", a déclaré Brendan McGivern, un spécialiste du droit commercial international à White & Case, à Genève. " Les échecs répétés des négociations sur le coton à l'OMC ont laissé peu d'illusions sur la possibilité de réaliser des progrès significatifs sur cette question à la table de négociation. Le règlement des différends a été, et reste, le seul moyen réaliste de contester les subventions américaines. " Gawain Kripke, conseiller principal pour la campagne d'Oxfam Pour un commerce équitable a fait une évaluation similaire. " Les pays pauvres ne devraient pas avoir à chercher à réaliser le développement par l'intermédiaire des litiges, mais avec l'échec du Cycle de Doha et la réticence des États-Unis à prendre au sérieux leurs obligations internationales, les litiges restent une des rares options disponibles. "

---

[Dans l'incapacité de sortir le Cycle de Doha de l'impasse, le Groupe de Cairns appelle à la reprise des négociations.](#)

Lors d'un récent sommet tenu en Australie, les ministres et les hauts responsables du Groupe de Cairns d'exportateurs de produits agricoles ont appelé les Membres de l'OMC à faire redémarrer les discussions commerciales en suspens du Cycle de Doha, au plus tard en novembre. Ils n'ont toutefois pas été en mesure d'arriver à de nouveaux compromis pour sortir de l'impasse, en dépit de la présence de représentants de haut rang des États-Unis, de l'UE et du Japon. Durant de la réunion, tenue du 20 au 22 septembre, le groupe de 18 membres a dévoilé un programme de travaux analytiques et de lobbying visant à remettre les discussions sur les rails.

## **Le compromis " cinq pour cinq " pas acceptable pour les États-Unis et pour l'UE**

Bruxelles a reproché à Washington de proposer des abaissements insuffisants de ses subventions agricoles. Les États-Unis ripostent que cela n'aurait pas été le cas si l'UE avait consenti des réductions plus fortes de ses droits tarifaires agricoles. Lors de la réunion du Groupe de Cairns, ni l'UE ni Washington n'ont accepté un compromis " cinq et cinq " élaboré par l'Australie. Aux termes de ce compromis, l'UE aurait à réduire ses droits tarifaires agricoles de 5% de plus que la réduction d'environ 50% qu'elle avait proposée de manière informelle, alors que les États-Unis auraient rehaussé le plafond de leurs subventions agricoles de 5 milliards de dollars US par rapport à leur offre actuelle, qui est d'environ 22,7 milliards de dollars US.

Plusieurs Membres de l'OMC, notamment le Brésil et l'Inde, ont pointé du doigt les États-Unis en raison de leur incapacité à offrir de nouvelles réductions des subventions en juillet. La Représentante au commerce extérieur, Susan Schwab, a néanmoins insisté, à Cairns, que la proposition de Washington était " négociable " et que les États-Unis étaient " prêts à faire davantage, en termes de réduction du soutien interne, que ce que nous avons sur la table, s'il y a, et quand il aura, bien davantage en matière d'accès aux marchés sur la table, dans l'agriculture. "

Dans un communiqué diffusé à la fin du sommet, les ministres du Groupe de Cairns ont averti que " l'on ne peut laisser le Cycle aller à la dérive. Un report supplémentaire accentue le risque de perdre les gains acquis à ce jour dans les négociations, et le maintien de la dynamique en vue des réformes commerciales. " Ils ont instamment invité les Membres de l'OMC à " prendre les mesures nécessaires pour la relance des négociations au plus tard en novembre. " Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a fait des remarques similaires dans son discours lors de la réunion, en mettant l'accent sur le fait qu'une volonté politique suffisante pourrait combler divergences dans la

négociation. Toutefois, il faudrait pour cela que les gouvernements affrontent l'opposition interne.

Les ministres ont imputé l'absence d'accord sur les 'modalités' pour l'agriculture - les formules et les chiffres des abaissements des droits tarifaires et des subventions, ainsi que les exceptions à ces abaissements - à des divergences substantielles tant sur le soutien interne que sur l'accès aux marchés. Ils ont appelé à des " réformes de politique profondes " dans les deux domaines, " la pure vérité en matière de négociation devrait également être claire : des réformes modestes dans ces domaines seront simplement insuffisantes pour conclure un accord dans l'agriculture ou pour libérer les avantages de l'agenda plus large de Doha. "

Ils ont instamment invité l'UE et les États-Unis, et en particulier le G-10, à procéder "aux améliorations nécessaires de leurs offres en matière d'accès aux marchés et de soutien interne, pour ouvrir la voie à une reprise rapide des négociations. "

Le Groupe de Cairns a également adopté un programme de travail donnant pour instructions à ses négociateurs commerciaux d'œuvrer avec d'autres Membres de l'OMC à faire pression pour obtenir des hausses substantielles de l'accès aux marchés et de participer aux travaux techniques sur le soutien interne et sur la concurrence à l'exportation, afin d'ouvrir la voie à la reprise des négociations.

Le programme de travail impliquera également des travaux analytiques et un travail de plaidoyer pour influencer sur les réformes des politiques agricoles aux États-Unis, dans l'UE et dans d'autres grands pays qui octroient des subventions.

## **Le Groupe de Cairns à la recherche d'un compromis sur les produits spéciaux**

Les ministres ont également abordé la question des flexibilités en matière d'accès aux marchés pour les pays en développement.

Les Membres du Groupe de Cairns sont dans des



camps différents dans ce débat des plus litigieux dans les négociations du Cycle de Doha. L'Indonésie et les Philippines, par exemple, font partie du groupe G-33 de pays en développement, qui souhaite être en mesure de protéger 20 pour cent des produits agricoles du gros des abaissements tarifaires en les désignant comme 'spéciaux' pour des raisons de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. D'autres pays en développement tels que la Malaisie et la Thaïlande souhaitent toutefois que la capacité des Membres à désigner de tels produits soit plus limitée, dans la crainte d'une réduction des perspectives d'exportation. Tous ces 4 pays font partie du bloc central du G-20.

Le programme de travail adopté à Cairns donne pour instruction aux responsables du commerce de " contribuer à créer une convergence " sur la question des produits spéciaux, ainsi que sur le 'mécanisme de sauvegarde spéciale' auquel les pays en développement seront en mesure de recourir pour protéger les agriculteurs contre les brusques poussées des importations. Il leur a également été demandé d'examiner la question des voies et moyens de libéraliser le commerce des produits tropicaux, une question qui divise les pays en développement bénéficiaires de préférences commerciales pour de tels produits et ceux qui n'en bénéficient pas.

Les demandes du G-33 sont encore moins acceptables pour Washington (qui ne fait pas partie du Groupe de Cairns). Selon les responsables américains, elles constituent une 'catégorie noire' et ne permettent pas de déterminer la valeur réelle des offres d'accès aux marchés ; ils ont critiqué les propositions du groupe en partie parce qu'elles n'ont pas offert des abaissements plus forts des subventions, en juillet.

Les promesses de flexibilité - si d'autres pays agissent d'abord - ne sont rien de neuf dans les négociations du Cycle de Doha. Bruno Julien, Ambassadeur européen en Australie, a néanmoins déclaré au journal australien the Weekend, au cours du sommet, à Cairns, que les États-Unis

semblaient avoir fait une " offre supplémentaire " sur les subventions agricoles, bien que sans détails précis.

Le communiqué des ministres du Groupe de Cairns est disponible à : [http://www.cairnsgroup.org/meetings/20anniversary\\_communique.html](http://www.cairnsgroup.org/meetings/20anniversary_communique.html)

---

## SUR LE FIL

---

### La Banque mondiale, le FMI et les ministres des finances appellent à une relance des discussions du Cycle de Doha

Les ministres des finances des quatre coins du monde, ainsi que les présidents de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), ont appelé à la relance des négociations laborieuses du Cycle de Doha, durant les réunions annuelles des institutions financières mondiales, tenues du 13 au 20 septembre, à Singapour.

Nombre d'entre eux ont averti qu'un effondrement total des discussions commerciales globales pourrait donner naissance à une nouvelle vague de protectionnisme. En dépit de projections selon lesquelles l'économie mondiale allait enregistrer une hausse encourageante de 5,1% cette année, le président du FMI, Rodrigo de Rato a, le 19 septembre dernier, attiré l'attention sur le fait que les taux de croissance risquaient d'afficher une baisse si un accord commercial mondial n'était pas conclu. " Le monde, soit progressera vers une croissance plus forte et des opportunités plus vastes, soit régressera vers un nationalisme borné. Ne devrions pas nous leurrer au point de croire qu'il y a un juste milieu confortable " a-t-il ajouté. Le président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz a formulé des opinions similaires.

Deux jours auparavant, Gordon Brown, Ministre des finances de la Grande-Bretagne et Henry Paulson, Secrétaire du Trésor américain, avaient

fait des observations d'un optimisme rare sur les négociations à l'OMC. Brown avait déclaré que ses homologues présents à la réunion étaient " impatientes " de conclure un accord fructueux, en se disant également " plus optimiste à présent qu'il y a une voie à suivre, qu'il y a une base pour un accord et que les pays ont à présent saisi à la fois l'importance de l'accord et l'urgence qu'il y avait à le réaliser. " Selon le Times, Paulson a également mis l'accent sur la nécessité de relancer les discussions, en se disant confiant qu'un " accord acceptable " pourrait garantir le soutien du Congrès.

Les discussions commerciales multilatérales ont été suspendues depuis fin juillet, les ministres de nations commerciales clés n'ayant pas été en mesure de se mettre d'accord sur les 'modalités' pour l'agriculture et pour les biens industriels - des formules et des chiffres pour les abaissements en matière de droits de douane et de subventions, ainsi que sur les exceptions à ces abaissements - essentiellement en raison de divergences sur le commerce des produits agricoles.

Ayant raté le délai de juillet, les Membres de l'OMC ont été dans l'impossibilité de finaliser un ensemble d'accords juridiques du Cycle de Doha à temps pour l'expiration, mi 2007, du mandat conféré à l'administration Bush pour négocier des accords commerciaux et les soumettre au Congrès pour un vote pour ou contre, sans possibilité d'amendements majeurs. De nombreux observateurs des milieux du commerce - ainsi que de hauts responsables américains - ont toutefois laissé entendre que si un accord semblait se dessiner d'ici mars 2007, il serait peut-être possible de persuader le Congrès de proroger l'autorité en matière de promotion du commerce. A défaut, les négociations resteraient probablement stagnantes jusqu'en 2009.

Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, qui assistait à la réunion, a dit à Bloomberg que les ministres des finances " dont la tâche essentielle est de gérer le risque dans l'économie globale " étaient extrêmement préoccupés par l'état du Cycle de Doha. Il a déclaré qu'il les exhortait à " intervenir

un peu plus " pour insuffler aux discussions " l'énergie politique " dont elles ont besoin pour être relancées.

### **Le Comité du développement appelle à la réouverture des discussions**

Le Comité du développement conjoint Banque mondiale/FMI, qui s'est réuni le 18 septembre, a également déploré la suspension des négociations commerciales, qualifiant ceci de " recul dans nos efforts visant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement [des Nations Unies]. " Le Comité, composé essentiellement des ministres des finances de près de 25 pays développés et en développement, a, à la suite de la réunion, publié un communiqué appelant " tous les Membres de l'OMC à éviter un recul et d'assurer aux ministres du commerce la flexibilité nécessaire pour relancer les négociations d'ici la fin de l'année. "

Le Comité a brièvement abordé l'aide pour le commerce, en saluant les recommandations faites par les Equipes spéciales de l'aide pour le commerce et du Cadre intégré de l'OMC. Le Comité a exhorté tant la Banque mondiale que le FMI à " poursuivre leur plaidoyer global sur le commerce et le développement et à promouvoir l'intégration du commerce dans les programmes pays. "

Dans leur communiqué, les ministres ont vivement engagé les pays donateurs à faire " des efforts concrets " pour rehausser l'aide publique au développement (APD) " vers la cible de 0,7% du produit national brut. " Ils ont également appelé la Banque mondiale à explorer, en coopération avec le Fonds global pour l'environnement, les voies et moyens de mieux promouvoir des ressources énergétiques propres, à faible teneur en carbone, dans les pays en développement.

### **Les Membres du FMI approuvent la réforme des droits de vote**

Lors du Sommet, la vaste majorité des 184 Membres du FMI ont également approuvé un plan

de réforme qui a rehaussé le nombre de voix attribuées à la Chine, la Turquie, la Corée et le Mexique, pour mieux refléter le poids que leur confère leur part dans l'économie globale. Les 23 pays qui ont voté contre le plan comprenaient le Brésil et l'Inde, qui ont enregistré une baisse de leurs droits de vote, en dépit de l'influence économique croissante de ces deux pays. Les changements intervenus sont perçus comme la première étape d'une refonte plus large des droits de vote au sein du FMI. Toutefois, les réformes suivantes seront probablement plus difficiles, car des pays surreprésentés tels que de nombreux petits pays européens, subiront des pressions pour renoncer en partie à leur influence.

Avec le rétrécissement du marché des services traditionnels du FMI en tant que prêteur en dernier ressort pour les gouvernements insolubles, l'institution a renforcé la surveillance qu'elle exerce sur les déséquilibres économiques globaux. Une des sources de préoccupation particulières du FMI en ce qui concerne la stabilité économique internationale est la combinaison potentiellement volatile - mais stable jusqu'ici - de vastes déficits des comptes courant et budgétaires aux États-Unis, associée à des excédents de devises considérables en Chine et dans d'autres économies asiatiques.

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### Evénements de l'OMC

4 - 5 octobre, OMC, Genève, Suisse, Comité du commerce et du développement  
WTO/AIR/2885/Rev.

6 octobre, OMC, Genève, Suisse, Comité de l'évaluation en douane WTO/AIR/2895

11 - 13 octobre, OMC, Genève, Suisse, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires  
WTO/AIR/2884

13 octobre, OMC, Genève, Comité des accords commerciaux régionaux WTO/AIR/2900

16 octobre, Genève, Suisse, lancement du rapport 2006 sur l'investissement dans le monde. Pour plus d'information :  
<http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intltemID=2068&m=12051&info=&lang=2>

16 -18 octobre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur le rôle des TIC dans la facilitation du commerce aux frontières et dans les ports

25 - 27 octobre, Berlin, Allemagne, Tirer parti de la mondialisation, symposium sur l'économie des transports et la politique.  
<http://www.cemt.org/JTRC/>

6 - 7 Novembre, Doha, Qatar, Dialogue thématique de l'OCDE avec les pays non Membres sur l'aide pour le commerce: de la politique à la pratique ;  
[http://www.oecd.org/document/50/0,2340,en\\_2649\\_201185\\_37232754\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/50/0,2340,en_2649_201185_37232754_1_1_1_1,00.html)

11 - 15 novembre, Rome Italie ; L'avenir de l'énergie dans un monde interdépendant, 20ème Congrès mondial de l'énergie, organisé par le Conseil mondial de l'énergie ;  
<http://www.rome2007.it/Congress/Congress.asp>

20 - 21 novembre, Forum OCDE sur l'agriculture

29 novembre - 1er décembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur la participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial - le secteur énergétique

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### En français

Centre Sud (2006). Composantes de l'architecture de l'aide au commerce

[http://www.southcentre.org/tadp\\_webpage/Aid\\_Fo\\_r\\_Trade\\_Analytical\\_Note\\_fr.pdf](http://www.southcentre.org/tadp_webpage/Aid_Fo_r_Trade_Analytical_Note_fr.pdf)

Centre Sud (2006). Quelques raisons de ne pas négocier les restrictions et les taxes à l'exportation dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'AMNA

[http://www.southcentre.org/info/Analysis/ExportTaxesAndRestrictions\\_FR.pdf](http://www.southcentre.org/info/Analysis/ExportTaxesAndRestrictions_FR.pdf)

Centre Sud et Oxfam International (2006).

Pourquoi les pays en développement ont-ils besoin de droits de douane? Comment les négociations sur l'AMNA à l'OMC pourraient priver les pays en développement de leur droit à un avenir (Résumé)

[http://www.southcentre.org/publications/SouthPerspectiveSeries/WhyDevCountriesNeedTariffsExecutiveSummary\\_FR.pdf](http://www.southcentre.org/publications/SouthPerspectiveSeries/WhyDevCountriesNeedTariffsExecutiveSummary_FR.pdf)

Centre Sud (2006). Accroître la contribution des entreprises au développement : rendre la notion de responsabilité civique de l'entreprise dans la promotion du développement opérationnelle dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la CNUCED XI

[http://www.southcentre.org/info/Analysis/CSRinUNCTADXI\\_FR.pdf](http://www.southcentre.org/info/Analysis/CSRinUNCTADXI_FR.pdf)

Centre Sud (2006). Rendre la notion d'espace politique opérationnelle dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la CNUCED XI

[http://www.southcentre.org/info/Analysis/PolicySpaceUNCTADXI\\_FR.pdf](http://www.southcentre.org/info/Analysis/PolicySpaceUNCTADXI_FR.pdf)

Centre Sud (2006). La propriété intellectuelle dans les accords d'investissement: les répercussions des

mesures ADPIC-Plus sur les pays en développement

[http://www.southcentre.org/tadp\\_webpage/research\\_papers/ipr\\_project/ip\\_investag\\_may05\\_FR.pdf](http://www.southcentre.org/tadp_webpage/research_papers/ipr_project/ip_investag_may05_FR.pdf)

Battino, Léo : Les méfaits du libéralisme sur des marchés agricoles : deux cas exemplaires : le café et le cacao. Paris, l'Harmattan, 2006 ; 134 pages  
Corinne Gendron : le Développement durable comme compromis

Collection : Pratique et politiques sociales et économiques des PUQ (presses universitaires du Québec), 2006, 296 pages

CTA (centre technique de coopération agricole et rurale ACP UE : La réforme du régime sucrier et son impact sur les pays ACP ; 2005

FALL, A. S ; Favreau, L et G LAROSE :

L'Afrique qui se refait : Initiatives économiques populaires et développement local en Afrique noire.

Presses universitaires du Québec et KHARTALA (Paris) 2006

GEMDEV (groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement) : Quels acteurs pour quel développement ?

KHARTALA, Paris, septembre 2005, 280 pages

GRET (groupe de recherche et d'échanges technologiques), Impacts de l'Accord de Partenariat économique UE - Afrique de l'Ouest ; Synthèse bibliographique. Décembre 2005 73 pages

IRIS (Institut des relations internationales stratégiques) : Le Patriotisme économique à l'épreuve de la mondialisation. Revue internationale et stratégique. Edition 2006

Institut Nord Sud : L'agriculture et l'OMC : un exercice sur le développement pour la ronde de Doha ; Bulletin 20005- 2006

Mendez. Del Villar, L. RA Alvez, M.SADIO .Keita : Facteurs de performances et de compétitivité des exploitations cotonnières au Brésil ; aux Etats-Unis

et au Mali ; Cahiers Agricultures, Vol, 15, N°1  
Janvier, Février 2006

OCDE : l'Efficacité de l'aide alimentaire pour le  
développement. Les effets de l'aide liée ;  
Mai 2006, 140 pages

OCDE/ BAD, avec le soutien financier de la  
Commission européenne: les perspectives  
économiques en Afrique. Mai 2006, 628 pages

CNUCED, Rapport sur le commerce et el  
développement 2006.  
[http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?do  
cID=7183&intItemID=2508&mode=&lang=2](http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?do<br/>cID=7183&intItemID=2508&mode=&lang=2)

CNUCED, La coopération Sud - Sud dans le  
domaine des accords internationaux  
d'investissement, juin 06 ; 110 pages.  
[http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?do  
cid=6437&intItemID=2068&lang=2](http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?do<br/>cid=6437&intItemID=2068&lang=2)

FALL, A. S ; Favreau, L et G LAROSE :  
L'Afrique qui se refait : Initiatives économiques  
populaires et développement local en Afrique  
noire.  
Presses universitaires du Québec et KHARTALA  
(Paris) 2006

FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de  
l'agriculture 2005,  
<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le  
monde 2005. Éradiquer la faim dans le monde pour  
réaliser les objectifs du Millénaire pour le  
développement, [http://www.fao.org/icatalog/inter-  
f.htm](http://www.fao.org/icatalog/inter-<br/>f.htm)

GEMDEV (groupement d'intérêt scientifique pour  
l'étude de la mondialisation et du développement) :  
Quels acteurs pour quel développement ?  
KHARTALA, Paris, septembre 2005, 280 pages

GRET (groupe de recherche et d'échanges  
technologiques), Impacts de l'Accord de  
Partenariat économique UE - Afrique de l'Ouest ;

Synthèse bibliographique. Décembre 2005 73  
pages

Hubrural, Renforcement des capacités des  
productrices rurales pour l'intégration des marchés  
régionaux : Défis et perspectives,  
[http://www.hubrural.org/ressources/documentation  
.php?lang=fr&id\\_doc=4655](http://www.hubrural.org/ressources/documentation<br/>.php?lang=fr&id_doc=4655)

IRIS (Institut des relations internationales  
stratégiques) : Le Patriotisme économique à  
l'épreuve de la mondialisation. Revue  
internationale et stratégique. Edition 2006

Institut Nord Sud : L'agriculture et l'OMC : un  
exercice sur le développement pour la ronde de  
Doha ; Bulletin 20005- 2006

Mendez. Del Villar, L. RA Alvez, M.SADIO .Keita  
.: Facteurs de performances et de compétitivité des  
exploitations cotonnières au Brésil ; aux Etats-Unis  
et au Mali ; Cahiers Agricultures, Vol, 15, N°1  
Janvier, Février 2006

OCDE : l'Efficacité de l'aide alimentaire pour le  
développement. Les effets de l'aide liée ;  
Mai 2006, 140 pages

OCDE/ BAD, avec le soutien financier de la  
Commission européenne: les perspectives  
économiques en Afrique. Mai 2006, 628 pages

OMC, Rapport sur le commerce mondial 2006 : les  
subventions, le commerce et l'OMC.  
[http://www.wto.org/french/res\\_f/reser\\_f/world\\_tra  
de\\_report\\_f.htm](http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/world_tra<br/>de_report_f.htm)

OMC : Statistique du commerce international 2005  
; Août 2005, 276 pages

### Anglais

OECD/sustainable studies: Subsidy Reform and  
Sustainable Development  
Economic, Environmental and Social Aspects;  
May 2006; 144 pages  
CTA(Technical Centre for Agricultural and Rural  
cooperation ACP- UE: The capacity of Africa's



agricultural sector to contribute to achieving UN Millennium Development Goals; 2005

#### GENDER AND TRADE: OVERVIEW REPORT.

By Zo Randriamaro. Bridge: Development - Gender, 2006. This report demonstrates how trade generally benefits men more than women. The report lists gender-biased consequences of trade such as increased unemployment and greater human rights abuses. To lessen the detrimental effects of trade on women, the paper suggests, governments, trade alliances, the UN, non-governmental organisations (NGOs), and development agencies could engage in gender analysis and build measures of accountability for themselves. To access this report visit <http://www.globalpolicy.org/soecon/inequal/gender/2006/bridge.pdf>.

SOUTH BULLETIN 128. South Centre, July 2006. This bulletin focuses on WTO negotiations and includes articles on reclaiming the essence of the Doha Mandate; the NAMA 11 Ministerial Communiqué; diverging reactions to the WTO crisis; the US and disclosure of origin requirements; and the relationship between WTO intellectual property rules and the Convention on Biological Diversity (CBD). To access this bulletin visit <http://www.southcentre.org/info/southbulletin/bulletin128.pdf>.

THE WTO AT TEN: THE CONTRIBUTION OF THE DISPUTE SETTLEMENT SYSTEM. Edited by Giorgio Sacerdoti, Alan Yanovich, and Jan Bohanes. World Trade Organization (WTO), July 2006. Bringing together articles by leading policy-makers, including previous WTO director-generals, practitioners, scholars of international trade law, government officials, international civil servants, members of the WTO Appellate Body, and judges from a number of international tribunals, this volume assesses the first ten years of the WTO. It examines the relationship and balance between political governance and dispute settlement; the functioning of the dispute settlement procedures and various reform proposals; the contribution of the Appellate Body

to the development of international trade law; and treaty interpretation in a number of fora for international dispute settlement for such as the WTO, the International Court of Justice, the European Court of Justice, and the Tribunal for the Law of the Sea. The book has its origins in a series of events commemorating the tenth anniversary of the creation of the Appellate Body. To access this report visit

[http://onlinebooks.wto.org/shop/article\\_details.asp?Id\\_Article=712&Language=EN](http://onlinebooks.wto.org/shop/article_details.asp?Id_Article=712&Language=EN).

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))  
*PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF  
 Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.  
 Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)